



REVUE DE PRESSE

Mardi 1^{er} octobre 2019



Chirac, meilleur président de la V^e République

Top 3 du meilleur président de la V^e République :

Charles DE GAULLE



27 sept. 2019

30%

nov. 2013

35%

Jacques CHIRAC



27 sept. 2019

30%

nov. 2013

10%

François MITTERRAND



27 sept. 2019

17%

nov. 2013

28%

Top 3 de l'image qui restera :

Pour 31%
un personnage
sympathique
qui aimait la vie

Pour 27%
un élu de terrain
proche
des Français

Pour 18%
un grand homme
d'Etat

Les actes les plus marquants de ses mandats :

L'opposition à la guerre d'Irak voulue par les Etats-Unis en 2003	71%
La suppression du service militaire	41%
Le passage au quinquennat pour la durée du mandat présidentiel	39%
Le discours de Johannesburg en 2002 sur le risque climatique "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs"	33%
La reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des juifs sous l'Occupation	32%
La dissolution ratée de 1997	26%
Le plan Sécurité Routière en 2002 qui a permis de faire baisser le nombre de morts sur les routes	19%
Le référendum perdu de 2005 sur la constitution européenne	15%
Les émeutes de banlieue en 2005	12%
L'invocation de l'immunité présidentielle pour arrêter les enquêtes judiciaires qui le visaient	11%

Enquête réalisée en ligne le 27 septembre 2019 soit au lendemain du décès de Jacques Chirac par l'Ifop pour Le Journal du Dimanche auprès d'un échantillon de 1.015 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

INFOGRAPHIE CL

Ils veulent sauver les petits cafés

■ Ils amènent de la vie dans les villages
■ Mais ils sont de plus en plus nombreux à fermer, faute de reprenneur
■ Des maires s'activent pour trouver de nouveaux gérants.

Amélie BORGNE
a.borgne@charentelibre.fr

Il faut sauver nos cafés ! C'est l'objectif de l'opération lancée par le groupe SOS, spécialiste de l'économie sociale et solidaire et qui vient de présenter l'initiative « 1 000 cafés ». Un appel à projets a été ouvert. Il s'adresse aux 32 000 villages français de moins de 3 500 habitants afin de créer ou reprendre 1 000 cafés en milieu rural. Un travail est en cours (1) pour sélectionner les lieux à sauver. Preuve de l'importance de ces lieux de vie, l'Agenda rural présenté le 20 septembre dernier par le gouvernement se penche également au chevet des troquets : il s'agit de « soutenir les petits commerces et les lieux de convivialité » dans les communes de moins de 3 500 habitants en leur permettant de bénéficier d'exonérations fiscales dès 2020 et en créant de nouvelles licences IV avec une réglementation allégée de l'emplacement des débits de boissons.

«Centre névralgique»

Car les cafés ne sont pas qu'une carte postale de la France du passé. Lieux de vie, de convivialité, de lien social à la campagne. À Saint-Ciers-sur-Bonnieure, le Bar-tabac de la Tardoire est une étape quasi incontournable pour la plupart des lève-tôt. Dès 8 heures, on y croise les travailleurs qui viennent y siroter un expresso avant d'embaucher ; des parents qui s'arrêtent sur le chemin de l'école pour y acheter leur paquet



Le Bar de la Tardoire, géré par Jean-Charles Neuzillet, est une étape incontournable pour les lève-tôt de Saint-Ciers-sur-Bonnieure.

Photo Renaud Joubert

de cigarettes ou leur baguette ; ou les retraités qui discutent volontiers football, rugby ou actualité devant la télé allumée, avec le gérant, Jean-Charles Neuzillet, debout derrière le comptoir depuis bientôt vingt-cinq ans. Il y a même ceux qui viennent en coup de vent régler leur note de la veille. « Ici, on se fait confiance, enfin même s'ils ne sont pas tous comme ça ! », plaisante l'unique responsable des lieux. Et, depuis de longues années, le seul commerçant de cette commune de 344 habitants. « Ici, les institutions, ce sont l'église, l'école et le bar », résume-t-il.

À Villefagnan, David Godiet, le gérant du café Chez David, ne dit pas le contraire, même si le bourg est encore bien doté en commerces et services publics. Le bar est tenu par la même famille depuis quatre générations. « C'est le centre névralgique du village, affirme-t-il. Des gens de tous les milieux s'y rencontrent, des professionnels, des amis, des amoureux... Et tous se serrent la main ou se font la bise, ce qui étonne beaucoup les nouveaux. » Une proximité qu'apprécient les habitués. « On est bien ici, c'est familial, convivial, commente Patricia Champigny, venu prendre

un café en famille. On se connaît tous pour la plupart, on se partage les nouvelles, les bonnes et les moins bonnes. »

Fermés faute de clients

Au café de Saint-Ciers, « 95 % de la clientèle sont des habitués », estime Jean-Charles Neuzillet. « Mais depuis l'an dernier, je remarque quand même une baisse de fréquentation. » La faute à la conjoncture économique, pense le gérant, admettant que son activité est parfois difficile.

C'est en fait un cercle vicieux que connaissent de nombreuses communes : une clientèle qui s'effrite au fur et à mesure que le village se vide, entraînant la fermeture du café faute de rentabilité, et donc la perte d'attractivité des bourgs. Au point que ce sont les maires qui, parfois, prennent le problème à bras-le-corps pour essayer de trouver des repreneurs.

Comme à Roussines où, après plusieurs années de recherches, la municipalité a finalement trouvé un reprenneur pour La Lanterne, il y a deux mois. « Le patron ne pouvait plus le gérer seul, il a donc fermé », rappelle la maire, Danielle Chagnaud. Le bar étant devenu vétuste, sa muni-

palité décide de le reprendre en 2014. « On trouvait que c'était un bon endroit pour les rencontres et le lien social, et puis c'était le seul commerce qui restait dans la commune, poursuit l'élue. On l'a donc refait à neuf, avec une cuisine ultramoderne, et on a racheté la licence IV. Ce qui fait moins de charges aussi pour le gérant. »

Un couple franco-gallois le reprend pour un an, avant de stopper son activité pour raisons de santé. Retour à la case départ pour la municipalité qui recherche à nouveau un reprenneur pendant près d'un an. Elle envoie même des annonces sur Le Bon Coin et à l'émission de TF1 « SOS Villages », en vain. « C'est finalement grâce au bouche à oreille qu'on a trouvé quelqu'un, originaire de Haute-Vienne. »

Garder un lieu de vie

La commune de Payzac-Naudouin-Emboursie a connu la même situation, mais dans l'indifférence quasi générale de la population. « À son heure de gloire, le village comptait sept bistros pour 800 habitants, rappelle Michel Gall, maire actuel. Quand j'ai pris mes fonctions en 2008, il ne restait plus qu'une auberge, qui a

À son heure de gloire, le village comptait sept bistros pour 800 habitants.

fermé faute de clientèle suffisante. » Plusieurs gérants se succèdent, mais ils sont boudés par les habitants, « sauf par les résidents britanniques, mais ce n'était pas suffisant ». « Le village était indifférent aux fermetures. »

La municipalité trouve alors une autre solution pour conserver un lieu de vie dans cette commune qui compte aujourd'hui 380 habitants. En 2015, elle rachète les locaux pour en faire un « carrefour des associations ». « Celles-ci y organisent leurs activités, poursuit le maire. C'est resté un lieu de vie attractif, même si le bistro n'a plus sa vocation de débit de boissons. » Quant à la licence IV, ce sont les brasseurs britanniques de Charentales qui l'ont reprise.

(1) Candidature à déposer sur <https://www.1000cafes.org>



Le café tenu par David Godiet (debout), à Villefagnan, est apprécié pour sa convivialité. Les clients y viennent en famille.

Photo A. B.

Les cafés associatifs, une alternative

Pour garder un lieu de vie dans leur village sans pouvoir compter sur un bar-tabac, certains habitants ont trouvé une autre solution : le café associatif. À Theil-Rabier, dans le Nord-Charente, il en existe un depuis les années 70, situé dans un local appartenant à la municipalité, mais géré par une équipe de bénévoles de l'Amicale rurale. « On l'ouvre deux ou trois jours par semaine et on y organise des activités, comme un foyer », précise Monique Martin, membre de l'Amicale rurale. On peut y jouer aux fléchettes, organiser des quiz, discuter entre Français et Anglais, participer à un atelier de yoga... Pour en profiter, il faut d'abord adhérer à l'association. « Mais tout le monde peut le faire, même les gens qui viennent d'autres communes, affirme le maire, Philippe

Merle. Ce n'est pas seulement un bar, c'est aussi un lieu de rencontre intergénérationnel. Et on n'a pas à se préoccuper de sa rentabilité. » Plus récemment, à Bonnes, dans le sud du département, des habitants ont pris l'initiative de créer un café associatif il y a un peu moins d'un an, le « Bon'n'art cafés ». « Avec la municipalité, on s'est mis d'accord pour s'installer dans l'ancienne école qui venait de fermer, pour en faire un lieu de culture et d'éducation », explique Patrick Chlasta, son coprésident. Entre autres activités (jeux de cartes, histoire locale, conférences-débats...), l'association propose une rencontre autour d'un café chaque vendredi. « À notre grand étonnement, on compte déjà 150 adhérents, ce qui montre que ça répond à un besoin fort. »

Piano en Valois revient avec une partition riche et dense

Le festival lance sa 26e édition vendredi à La Rochefoucauld. Une trentaine de concerts au total sont au menu. Pour tous et tous les goûts.

Gilles BOLLÉY
g.bolley@charentelibre.fr

C'est (re)parti pour une nouvelle édition, la vingt-sixième, «celle de la femme», souriait Paul-Arnaud Péjouan, l'un des deux directeurs musicaux de «Piano en Valois» avec Jean-Hugues Allard, à l'heure de présenter la partition 2019 de cette manifestation à Merpins, dans les jardins de la maison Villevert. C'était il y a deux semaines (CL du 14 septembre), pour un clin d'œil à Isabelle Robicquet qui a pris les rênes du festival.

Une première dans l'histoire de cet événement dont le coup d'envoi est pour ce vendredi 4 octobre à 20h30 aux Carmes de La Rochefoucauld, avec un concert piano-violon signé Romain Descharmes et Pierre Fouchenneret. Le premier d'un programme dense, riche de quinze rendez-vous jusqu'au 19 octobre. Qui vont faire résonner la musique classique dans toute la Charente, d'Angoulême à Ruelle, de Soyaux à Ruffec, de Cognac à Jarnac, ou encore Châteaubernard et La Couronne.

Des concerts à foison, livrés par des musiciens de renommée internationale, payants, mais pas que. «Piano en Valois, c'est aussi des concerts gratuits pour les jeunes dans le cadre du programme un enfant-un parent, pour les scolaires, des concerts pour les seniors aussi, à la maison d'arrêt d'Angoulême. En tout, ce sont 30 concerts, 40 000 accès gratuits à la musique», rappelle Isabelle Robicquet, laquelle entend bien à l'avenir «développer plus encore ces actions» et élargir le rayon d'action de la manifestation «en se baladant dans encore plus de communes».

Clin d'œil à Jacques Higelin avec Sandrine Bonnaire

En attendant, place à cette nouvelle édition que le duo Paul-Arnaud Péjouan - Jean-Hugues Allard a concocté avec soin, comme toujours, pour offrir talents, diversité de propositions, d'instruments et de compositeurs réunis. Avec un parti pris assumé: les artistes présents sont tous déjà venus à «Piano». Les fidèles vont



Romain Descharmes, accompagné au violon par Pierre Fouchenneret, ouvrira le festival vendredi à La Rochefoucauld.

Repro CL

ainsi retrouver, les autres découvrir, des jeunes révélés par le festival, des musiciens de toutes les générations, de John Gade (Soyaux le lundi 7 octobre) au prestigieux Jean-Philippe Colard (Cognac Meukow le mardi 8 octobre). Mais aussi les sœurs prodiges Camille et Julie Berthollet (Angoulême le mardi 15 octobre) ou encore le

pianiste Jean-Paul Gasparian avec l'orchestre de chambre Nouvelle-Aquitaine (Angoulême le vendredi 18 octobre). Une édition qui fait la part belle à Chopin également, à l'honneur avec des mêmes œuvres jouées par des musiciens différents. À commencer par Célia Oneto Bensaid (piano) dont le récital proposera aussi un clin d'œil très

”

Piano en Valois, c'est aussi des concerts gratuits pour les jeunes.



Sandrine Bonnaire et Bruno Fontaine feront un clin d'œil à Jacques Higelin le 19 octobre au théâtre d'Angoulême.

Repro CL

swingant à Gershwin (Châteaubernard le mercredi 9 octobre). «On a aussi à l'affiche une masterclass avec l'immense pianiste Rena Shereshevskaya, du jazz et un clin d'œil inédit à Jacques Higelin avec Sandrine Bonnaire en clôture», ajoute Isabelle Robicquet. Qui promet: «Ça va être une grande fête, pour tous les publics.»

Les retraités dans la rue jeudi pour leur pouvoir d'achat



Jean-Pierre Jacon, membre du bureau de la CFDT Retraités en Charente, et Jean-Marie Mazeau, secrétaire général, distribueront un tract jeudi sur trois marchés. Photo CL

«**P**as une action fourretout», martèlent en chœur Jean-Pierre Jacon, 77 ans, et Jean-Marie Mazeau, 70 ans, de la CFDT Retraités en Charente. Leur syndicat appelle jeudi à une journée de mobilisation avec pour seul et unique mot d'ordre: le «maintien du pouvoir d'achat des retraités».

Des opérations de tractage par une vingtaine de personnes sont prévues à partir de 9 heures sur les marchés des Halles et Victor-Hugo à Angoulême, et sur celui de Ruelle. En cause, la revalorisation en 2019 des pensions de 0,3 % alors que l'indice des prix en 2018 était de 1,6 %, selon le syndicat. Autre point de crispation, une reindexation annoncée l'an prochain pour les seules retraites inférieures à 2 000 €. «Des attaques réelles», fulmine Jean-Pierre Jacon pour qui la question du pouvoir d'achat des retrain-

tés n'est pas une préoccupation majeure du gouvernement. «Et quand on en parle, ça fait sourire car on est perçus comme des nantis», poursuit-il. À tort, pour le septuagénaire, d'autant que «ce n'est pas parce qu'on ne bosse plus, qu'on ne fait rien». «Beaucoup d'associations vivent uniquement grâce à des bénévoles à la retraite.»

Tel est, en substance, l'argumentaire qu'il développera dans les allées du marché. Avant de détailler l'éventail des revendications portées par son syndicat: la compensation de la perte de pouvoir d'achat entre 2018 et 2019, l'annulation de la hausse de la CSG pour l'ensemble des pensions, la suppression des charges indues sur les cotisations maladies des retraites complémentaires et le retour de la réindexation sur l'indice des salaires et non plus sur celui des prix, comme c'est le cas depuis 1986.

Manufacture charentaise: trois ou quatre offres

La limite de dépôt des dossiers de reprise de la Manufacture charentaise a expiré hier soir. Au moins trois sont en course.



En mai dernier, le Premier ministre, Édouard Philippe, était venu visiter la Manufacture charentaise. Deux mois plus tard, elle était en redressement.

Photo archives Majid Bouzzit

Frédéric BERG
f.berg@charentelibre.fr

L'avenir de la Manufacture charentaise, la société née en juillet 2018 de la fusion de Rondinaud, Laubuge, Degorce et Ferrand, et placée en dressement judiciaire depuis cet été après une année mouvementée, un chiffre d'affaires en chute et des tensions entre actionnaires, s'est joué hier. Les repreneurs potentiels de cette entreprise basée à Rivière, qui emploie encore 108 salariés, devaient déposer leur offre au tribunal de commerce d'Angoulême avant 17 heures. Très peu d'informations ont filtré, mais on sait que trois ou quatre of-

fres ont été déposées. La seule qui soit connue est celle de Pascal Becker, 57 ans, conseiller municipal à Lesterps mais aussi homme d'affaires et ancien cadre dans le groupe suisse Givaudan, poids lourd du luxe, entre 2015 et 2018.

«Wait and see»

«J'ai déposé mon offre, mais je ne préfère pas la détailler pour le moment. Je ne sais pas combien d'autres offres ont été déposées et j'espère le savoir le plus tôt possible. Le tribunal de commerce ne m'a pas encore communiqué de calendrier, indique le Charentais qui dit attendre la suite avec une certaine impatience. Je travaille sur ce dossier de-

puis des semaines. Wait and see...» Le groupe Renaissance, qui avait déposé une offre en juillet 2018, recalé au profit de celle déposée par Renaud Dutreil, le toujours président, et trois associés, a confirmé ne pas avoir déposé d'offres. «Renaud Dutreil nous a contactés, mais nous avons décliné, nous sommes sur d'autres dossiers. J'espère vraiment que cette entreprise va perdurer, l'enjeu social est important, autant que la sauvegarde du savoir faire», souligne Éric Le-franc, le président du groupe. Contacté, Renaud Dutreil, ne veut pas faire de commentaire à ce stade, indiquant n'avoir aucune information: «La procédure est confidentielle.»

Le Département réunit Charente Eaux et l'ATD sur un seul site

«C'est un vrai plaisir, une vraie satisfaction de voir aboutir la rénovation du domaine de la Combe, projet politique de proximité», s'est réjoui le président du Département, François Bonneau, devant un parterre d'élus du conseil départemental, des CDC et des communes. Au domaine de la Combe, à Saint-Yrieix, l'Agence technique départementale (ATD) et Charente Eaux inauguraient, hier, leurs nouveaux locaux. Avec la réunion de ces deux agences sur un même site, naît aussi une nouvelle dénomination: pôle d'ingénierie départementale d'aide aux collectivités.

Les travaux, qui ont permis la réhabilitation de 1 200 m², ont représenté un coût global de 2 millions d'euros. C'est moins que ce qu'aurait coûté la construction de nouveaux bâtiments sur la même superficie, a souligné le président du Département. Et ce, malgré les lourdes interventions liées au désamiantage, prises en charge par le Département, tout comme les travaux d'étanchéité, participation directe qui s'est élevée à 550 000 euros.

«C'est une vitrine départementale», s'est félicité François Bonneau, louant la centralité du lieu,



Jacques Chabot, président de l'ATD, François Bonneau, président du conseil départemental, et Jean-Paul Zucchi, président de Charente Eaux, hier à l'inauguration.

Repro CL

situé à l'intersection des routes nationales 10 et 141.

«Il s'agit d'une étape importante dans la vie de notre agence», a déclaré, de son côté, Jean-Paul Zucchi, président de Charente Eaux et conseiller départemental. Rappelant la création récente, en 2014, de cette agence d'accompagnement des collectivités sur les problématiques liées à l'eau, il a souligné qu'elle trouvait là «des locaux plus adaptés aux missions» qui lui sont confiées. Née la même année, l'ATD a

élargi son champ d'action, avec, outre la mission originelle d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, celle d'assistance numérique depuis qu'elle a repris les missions du syndicat départemental informatique et technologies de communication (Sditec) en 2017. Au domaine de la Combe, les bureaux sont prêts à accueillir tous ces services réunis. Reste les espaces extérieurs, dont un aménagement, qui comprend la destruction de bâtiments, est programmé.

Le post



Repro CL

” XL Airways, remarquablement géré, a fait face à une concurrence étrangère effrénée et parfois déloyale. (...) Quel gâchis!

Nicole Bonnefoy

La Sénatrice charentaise et rapporteur au Sénat du volet transport aérien au budget national, toujours au fait des questions du transport aérien, était en colère, hier, à l'annonce de la faillite de XL Airways. «Je regrette qu'Air France ne comprenne pas l'intérêt de voir XL comme la branche low cost d'Air France, ce qu'avait compris son ancien P-DG.» Une analyse partagée par la presse économique hier.

■ Un an après la crise de la rentrée 2018, le directeur de l'hôpital de Cognac dresse un bilan des réformes ■ Elles ont porté leurs fruits, même si la pente reste rude.

Hôpital: «La réorganisation était une réponse adaptée»

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

L'année 2018 a été «compliquée et déconcertante», avait reconnu en janvier le directeur du centre hospitalier intercommunal, Stéphane Jacob. À cause d'un déficit qui s'annonçait plus lourd que prévu, il avait jeté un pavé dans la mare à la rentrée en évoquant la suppression de 15 lits et de 20 emplois (lire CL du 11 septembre 2018). Manifestation, protestations du personnel et des élus... L'idée a été remise et remplacée par un «contrat de retour à l'équilibre financier» (Cref) signé avec l'Agence régionale de santé (ARS). Soit la mise en œuvre durant quatre ans d'une série de mesures censées réduire les coûts et accroître les recettes. Des mesures qui s'ajoutent à celles lancées par l'hôpital lui-même en juin 2018. Un an après la crise, Stéphane Jacob estime que les deux démarches ont eu des effets positifs, même si la situation reste tendue.

L'an dernier à cette époque, le déficit s'annonçait plus lourd que prévu. Qu'en est-il aujourd'hui? Stéphane Jacob. L'établissement est dans la perspective de son budget 2019, qui avait été construit avec un déficit de 2,3M€. C'est une réduction de 500 000 € du déficit par rapport à celui de 2018.

À quoi attribuez-vous ce résultat? Clairement, la réorganisation «capacitaire» initiée en juin 2018 (1) fait la démonstration que c'était une réponse adaptée. En 2019, la situation en termes d'activité est meilleure qu'en 2018. Je suis optimiste concernant les recettes. En revanche, on observe un décrochage sur les dépenses. C'est dû en grande partie à la permanence des soins: pour l'assurer, on a recouru à l'intérim, ce qui coûte cher.



Stéphane Jacob, 49 ans, est arrivé en juin 2017. Dans la foulée, il a lancé l'élaboration d'une refonte de l'usage des lits, qui est mise en œuvre depuis juin 2018.

Photo M. B.

Avez-vous toujours des difficultés à recruter? On y arrive. Ça reste compliqué dans certaines spécialités, mais pas davantage que dans d'autres hôpitaux et pas plus qu'il y a cinq ans. Peu ou prou, les effectifs sont complets. Il n'y a pas de déficit majeur sur un secteur.

Le contrat de retour à l'équilibre conclu avec l'Agence régionale de santé est-il effectif? Il a été élaboré fin 2018 début

2019, il a été signé et il commence à recevoir un début de mise en œuvre (lire l'encadré).

Où en est la maternité, où le manque de gynécologues obstétriciens avait suscité l'inquiétude en janvier? Elle est là et pour l'instant elle fonctionne, grâce aux efforts déployés pour assurer la permanence des soins. On a eu la chance, l'an passé, de recruter un anesthésiste réanimateur et surtout de renouveler l'équipe de pédiatrie. On cher-

che toujours des gynécologues et des anesthésistes.

Combien de monde vous manque-t-il? Il ne nous manque personne, puisqu'on fonctionne avec des médecins remplaçants fidélisés qui font presque partie du fonctionnement normal du service. Idéalement, il faudrait trois gynécologues obstétriciens titulaires. On en a un et demi.

Comment le projet de fusion avec l'hôpital de Châteauneuf avance-t-il? Je dirige déjà les deux établissements et en avril dernier, les deux conseils de surveillance ont émis un avis favorable à la fusion. Il est prévu qu'elle s'opère en début d'année prochain.

Y aura-t-il des conséquences sur l'offre de soins? Il n'y aura pas d'évolution majeure de l'offre de soins à Châteauneuf, en tout cas pas de réduction.

(1) Ouverture d'une unité de médecine polyvalente (quinze lits); fermeture d'une unité dédiée à la gastro-entérologie (sept lits); passage de quinze à vingt et un lits en médecine gériatrique; regroupement des six lits de soins palliatifs dans un seul espace; réorganisation des hospitalisations de jour et de semaine.

Les syndicats inquiets pour les urgences

Le contrat de retour à l'équilibre financier (Cref) conclu entre l'hôpital et l'ARS commence à entrer en vigueur (lire ci-dessus). Parmi les actions préconisées (et cofinancées) par l'ARS: une meilleure articulation avec la clinique, la mise en service d'une seconde IRM, ou encore un travail sur la «juste durée» d'hospitalisation des patients. Enfin, «la suppression ou le gel d'un petit nombre de postes», selon Stéphane Jacob.

L'un de ces postes est celui qui assure le bureau d'accueil des urgences entre

22h30 et 7h, qui doit être supprimé d'après les syndicats CGT et FO. «On nous dit que cela ne changera rien pour les patients, qu'il y a peu d'urgences la nuit, expose Thierry Cailbault (CGT). Mais l'activité est en hausse et le personnel administratif de ce bureau assurait d'autres missions. Ce serait au personnel médical de recevoir les gens qui sonnent à la porte la nuit. On voudrait savoir comment ça va se passer.» Pour cela, les deux syndicats du comité technique d'établissement (CTE) ont

demandé un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) extraordinaire. Au nom de FO, Francis Fredon dénonce aussi «une gestion totalitaire» de la mise en œuvre du Cref. «Il a été rejeté à l'unanimité [par les représentants du personnel] et la direction l'applique quand même, sans concertation et en ne nous présentant pas le détail des futures organisations.» En revanche, la réorganisation propre à l'hôpital «semble fonctionner» aux yeux de Thierry Cailbault (CGT).

Le chiffre

2 le nombre d'ateliers prévus qui ont dû être annulés, faute d'inscrits, à Calitorama, l'espace de récup' nouvellement créé par Calitom à la déchetterie de Châteaubernard. Le premier jeudi dernier, qui proposait de la peinture suédoise, le dernier dans la foulée ce samedi, axé sur le démontage de vélos. Deux annulations de dernière minute, sans fournir de véritables informations, qui ont laissé malheureusement quelques amateurs sur le carreau.

En vue Ça tourne, place du Canton



Jean-Yves Lafesse a pris la place de Franck Bernier derrière le comptoir du Garage bar. Photo J. P.

Il a été rebaptisé «Chez Julius». Le Garage bar, l'établissement de la place du Canton, accueille durant deux jours le tournage de «Meurtre à Cognac» (lire notre édition du 27 septembre). Derrière le comptoir, Franck Bernier a cédé sa place pour l'occasion à Jean-Yves Lafesse. Ça tourne aussi juste en face, dans un appartement complètement redécoré pour les besoins du film. Difficile de rater les équipes de production en centre-ville. Pour la cantine, c'est sur le petit parking planté entre la rue du Plessis et la rue Aristide-Briand que ça se passe.

CONSEIL MUNICIPAL

Les élus de Cognac réunis jeudi. Le conseil municipal de Cognac se réunit ce jeudi 3 octobre dès 18h30 dans la salle du conseil. 28 points sont à l'ordre du jour, dont création d'une AP/CP pour l'aménagement des locaux du service espaces publics; participation des communes aux frais de fonctionnement des classes Ulys; adhésion de la Ville à l'Union des centres de santé et de prévention de la Charente; approbation de la charte d'éthique sur la vidéoprotection, création du comité d'éthique; convention de partenariat avec Les Amis du Parc François-I^{er}; avis sur la cession à Nexity de l'immeuble situé rue Plumejeau pour la réalisation de logements; adhésion au CAUE de la Charente, changement de dénomination du Maco; convention de répartition du produit des forfaits post-stationnement avec l'agglo; création de places de stationnement pour les deux-roues motorisés place Jean-Monnet; avis sur la cession à la FCOL d'un terrain situé sur le site de l'ancien hôpital, pour la réalisation d'un bâtiment.

Municipales 2020

Jonathan Muñoz inspiré par le maire LR de Cannes?

Il jure que c'est «du pur hasard»... Mais il est bien difficile de le croire. Dans sa lettre aux Cognaçais qu'il distribue depuis un petit mois, Jonathan Muñoz (Photo CL), le «dauphin» de Michel Gourinchas, emprunte des phrases entières à David Lisnard, le maire LR de Cannes. Dans sa déclaration de candidature, publiée sur son site internet le 28 mars 2013 et toujours consultable, celui-ci écrivait par exemple: *«Je connais la difficulté d'être maire, les compétences juridiques, financières et managériales que cela requiert».*

Jonathan Muñoz aujourd'hui: *«Je connais la difficulté d'être maire, les compétences juridiques, financières et managériales que ce mandat impose.»*

David Lisnard écrivait également: *«Je n'ignore pas non plus, pour les vivre moi aussi, notamment comme père de famille, les problèmes quotidiens de beaucoup d'entre nous.»*

Jonathan Muñoz: *«Je n'ignore pas non plus, pour les vivre moi aussi, notamment comme père de famille mais aussi en tant que citoyen, les attentes du quotidien de beaucoup d'entre vous.»*

Et ce n'est pas tout... Le seul candidat officiellement déclaré à gauche à Cognac a visiblement la même vision de sa ville que David Lisnard a de la sienne: *«Cette vision de Cannes, à la fois internationale et à taille humaine, équilibrée et dynamique, qui concilie qualité de vie des habitants et attractivité économique, est au cœur de ma démarche. Elle sera au cœur de mon projet.»* Dans cette phrase, Jonathan Muñoz remplace seulement Cannes par Cognac. Et comme David Lisnard, il compte «construire



l'avenir de [Cognac] en restant fidèle à [son histoire], autour d'un projet d'intérêt communal et non partisan, dans une volonté de rassemblement.» Et comme David Lisnard, il «croi [t] aux relations humaines [vraies], franches, fiables.»

Dans le jargon, on appelle ça du plagiat. Mais Jonathan Muñoz dément. *«Cette lettre a été écrite à quatre mains, avec des communicants. Michel Gourinchas s'est lui-même impliqué.»* Il précise qu'une dizaine de versions ont été écrites avant celle distribuée dans les boîtes aux lettres. *«La chronologie du texte part de moi. Certaines parties ont été réécrites de manière plus fluide.»* À la manière de David Lisnard visiblement. Qui inspire aussi, pour les élections municipales à venir, Jean-Yves Gonthier, candidat LREM à La Baule.

Julie PASQUIER

Le conservatoire repart pour une nouvelle partition

La structure a lancé sa saison samedi, avec entrain et 18 disciplines à son arc. Toujours à la Villa François-I^{er}, en attendant mieux...

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

« **L'**objectif est toujours de se renouveler pour répondre au mieux aux usagers. De ne pas laisser s'ancrer une image poussiéreuse qui n'est pas la nôtre. »

On se bouge au conservatoire de musique et d'art dramatique de Grand Cognac. Et on s'efforce de soigner une image «dynamique», ajoute avec le sourire Cécile Becquart-Orzan, sa directrice depuis maintenant neuf ans. Dynamique à l'image d'une rentrée musicale bien chargée qui a vu concert des élèves chevronnés, présentation de la saison culturelle et échanges avec les enseignants, se succéder sans fausses notes samedi après-midi, à La Salamandre.

«Le stationnement, vrai point noir»

«Une bonne rentrée. On devrait tourner comme chaque année autour de 500 élèves, se réjouit la directrice d'une structure qui a ouvert sa partition 2019-2020 il y a quinze jours, «mais dont les inscriptions se poursuivent jusqu'à la mi-octobre.» Et de rappeler: «Le conservatoire est ouvert à tous, aux enfants à partir de 4 ans et aux adultes de tous âges. On a des adhérents qui affichent plus de 70 ans.»

Des élèves, pour 70 % de jeunes (jusqu'à 18 ans), 30 % d'adultes, qui ont le choix parmi les 18 disciplines enseignées par autant de professeurs, dont quelques nouveaux. Violon, violoncelle, contre-



Cécile Becquart-Orzan (au centre) entend donner le la avec son équipe d'enseignants.

Photo G. B.

basse, batterie et percussions, guitares, mais aussi flûte, harpe, chant... et piano, «L'instrument toujours le plus prisé, on a douze classes pleines», relève Cécile Becquart-Orzan, qui précise: «On propose des cours en individuel comme en collectif, c'est selon le souhait de chacun. On délivre un parcours diplômant ou non, c'est selon aussi. On peut les personnaliser également pour un adulte qui a envie de se mettre ou de se remettre à la musique par exemple. On est ouvert.»

À l'art dramatique par ailleurs, autre branche dispensée par un conservatoire «dont on est satisfait du fonctionnement, qui marche bien avec des effectifs constants. Cela malgré des conditions qui pourraient être meilleures, en

particulier en matière de stationnement et de chauffage», reconnaît Nicole Roy, la vice-présidente de l'agglomération à la culture.

C'est la raison pour laquelle Grand Cognac entend lui trouver une autre destination que la Villa François-I^{er}. Du côté des Salons de la cité notamment (lire notre édition du 24 septembre).

Une solution adoubee par Cécile Becquart-Orzan, «favorable à un changement.» «Ça réglerait notre problème de stationnement, le vrai point noir. Et puis nous pourrions peut-être bénéficier d'un auditorium, ce qui nous manque. En tout cas, ce ne pourrait être que du mieux.» Et l'opportunité de mettre en musique encore d'autres choses. «On ne manque pas d'idées.»

Le jury «polar» s'est réuni à la médiathèque



Le jury s'est retrouvé autour de Bernard Bec.

Photo CL

Vendredi à Châteaubernard, c'était la rencontre entre les lecteurs du jury «polar» de la médiathèque. En présence de Bernard Bec, chacun a pu s'exprimer sur ses lectures, expliquer ses choix, parfois les défendre, tant les avis pouvaient être divergents sur certains ouvrages.

Un moment riche de discussions, toujours apprécié par les membres du jury, qui en bons lecteurs

aiment partager leurs coups de cœur et ceux des autres. C'est souvent l'occasion de découvrir un nouvel angle de vue sur un livre, sur un personnage, et de susciter une deuxième lecture avec un regard neuf.

Il reste maintenant à attendre la remise du prix du roman noir le samedi 19 octobre, pour savoir si le choix de Châteaubernard rejoint celui des autres médiathèques.

«Ce travail me tue», une nouvelle création dès samedi à Malvieille



Répétition par les acteurs de la toute nouvelle pièce.

Photo CL

Les samedis 5 et 19 et les dimanches 6 et 20 octobre, Renata Scant et la Cie Théâtre en action présenteront leur nouvelle création. Ce spectacle baptisé «*Ce travail me tue*» décortiquera le déséquilibre sociétal qui s'accroît depuis vingt ans à travers des méthodes de gouvernance qui maltraitent les salariés. Auxiliaire de vie, livreur, caissière, jeune cadre dynamique... témoigneront devant un médecin et le public de leurs conditions de travail. La présence d'un SDF à la Coluche, aux échanges vifs ou loufoques, dans un jeu construit par Renata Scant façon cabaret, crée des espaces corrosifs de vitalité et d'humour durant 1h15.

«Théâtre en action» poursuit ainsi le cycle de son action de création entamée avec «les résistances», «les

mythes fondateurs», «la mémoire», et maintenant avec «la santé».

Le premier spectacle évocateur avec «*L'Effacement*», écrit par Renata Scant, mettait en scène une personne atteinte de la maladie d'Alzheimer, le deuxième (2018), «*Multiple*», par Georges Pin, évoquait une personne atteinte de troubles dissociatifs de l'identité, et enfin ce nouveau spectacle (2019). Les artistes, Renata Scant, Pierre-Simon Chautemps, Claudine Granthomme, Jérôme Roussaud, Éric Chambon, Érick Priano et Pascale Rousselet, accueilleront le public les samedis 5 et 19 à 20h30 et les dimanches 6 et 20 à 17h à la ferme-théâtre de Malvieille à Moulidars.

Réservations: 05 45 66 22 45
ou <http://www.theatre-en-action.org>

■ Un hommage solennel a été rendu hier à l'ancien chef d'État décédé jeudi ■ Une bonne partie de la classe politique était présente ainsi que d'actuels et anciens responsables internationaux.



Avant une inhumation à Paris dans l'intimité, un hommage solennel a été rendu hier à Saint-Sulpice en présence de chefs d'États étrangers et de la quasi-totalité de la classe politique nationale.

Photos AFP

L'ultime hommage à Chirac

Arrivé peu avant midi hier, encadré par une imposante escorte motocycliste sous un soleil d'automne, enveloppé du drapeau tricolore et porté par ses anciens officiers de sécurité à l'Élysée, le cercueil de Jacques Chirac a remonté la nef de Saint-Sulpice au son du Requiem de Gabriel Fauré, sous les yeux de près de 2.000 invités venus du monde entier.

„J'ai été heureux de cet esprit de ces derniers jours.

Aux premiers rangs se côtoyaient le président russe Vladimir Poutine, les présidents italien Sergio Mattarella et congolais Denis Sassou Nguesso ainsi que le Premier ministre libanais Saad Hariri qui avait décrété un jour de deuil national dans son pays et celui de Hongrie

Viktor Orban, ou encore l'ex-président des États-Unis Bill Clinton, qui a regretté ce «vieux Jacques». Ils ont retrouvé François Hollande, Nicolas Sarkozy et Valéry Giscard d'Estaing, ainsi qu'une grande partie de la classe politique nationale. La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen a renoncé à s'y rendre, face aux réserves de la famille. Le chef de file des Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, a préféré participer à l'hommage rendu à l'Assemblée nationale. Bernadette Chirac, affaiblie et qui n'est pas apparue publiquement depuis le décès de son époux, était absente «en raison de sa santé» de ce service célébré par M^{re} Aupetit, archevêque de Paris. «Il y avait chez notre ancien Président, cet homme chaleureux, un véritable amour des gens, aussi à l'aise dans les salons de l'Élysée qu'au salon de l'agriculture. Beaucoup en le rencontrant se sentaient considérés», a souligné M^{re} Aupetit. Il a rappelé que Jacques Chirac «avait axé sa campagne de 1995 sur le thème de la fracture sociale», soulignant qu'elle est encore présente aujourd'hui.

Les 69 dirigeants présents ont été reçus à l'Élysée après la messe. Emmanuel Macron les a remerciés de leur présence, y voyant «une preuve d'amitié et une marque de respect» pour le peuple français.

Dans la matinée, une cérémonie privée avait eu lieu aux Invalides, en présence de Bernadette Chirac et quelque 200 personnes, famille et personnel médical ayant assisté Jacques Chirac.

Martin Rey-Chirac, 23 ans, petit-fils unique de l'ancien Président, a rendu hommage à son grand-père, avant l'arrivée d'Emmanuel Macron, visage grave, venu rendre les honneurs funéraires militaires. Jacques Chirac a ensuite été inhumé en début d'après-midi dans un cadre strictement privé au cimetière du Montparnasse. Selon le souhait de son épouse, il repose désormais dans le caveau de leur fille aînée Laurence, décédée en 2016. «Ces disparitions rappellent la vulnérabilité de nos vies et ce que nous partageons de manière durable avec celles et ceux qui nous dirigent pendant un temps», a commenté hier soir Emmanuel Macron devant la presse. «Ces moments nous font toucher du doigt combien on s'écarte de l'écume des choses (...) et comment un lien se construit». «J'ai été heureux de cet esprit de ces derniers jours, la concorde, le recueillement, l'apaisement, la bienveillance», a-t-il conclu. Un hommage sera rendu à l'ex-Président les 5 et 6 octobre en Corrèze, dont il fut le député.

Au lycée, les enseignants partagés

En Terminale ES du lycée Camille-Pissarro dans le Val-d'Oise, le nom de Jacques Chirac n'évoque pas grand-chose: les 34 élèves sont nés en 2002 ou 2003 et ne l'ont donc jamais connu en tant que Président. «Quand j'ai vu le message m'annonçant la mort de Chirac apparaître sur l'écran de mon smartphone, je me suis dit "ah ok, d'accord" et c'est à peu près tout», assume Aïda, 16 ans. En mémoire de Jacques Chirac, les enseignants étaient invités par le gouvernement, s'ils le souhaitaient, à évoquer hier dans un cours «la mémoire» de l'ancien Président. Un appel à observer une minute de silence à 15h dans les établissements scolaires avait aussi été lancé.

«C'était pas mal de la part de la prof de l'intégrer dans le cours sur la Seconde Guerre mondiale, avec le discours sur la rafle du Vél' d'Hiv notamment», lance Océane, 17 ans. KENZA, 17 ans, trouve, elle, qu'«avec tout ce qui peut circuler sur les réseaux sociaux, c'est pas mal que la prof ait donné plus de fiabilité, d'avoir fait un point sur ce qu'a pu faire concrètement cet ancien Président». Cette invitation gouvernementale n'a toutefois pas été du goût de tous les enseignants, certains critiquant le fait que le ministre Jean-Michel Blanquer n'ait en parallèle pas appelé au recueillement en mémoire de Christine Renon, la directrice d'une école de Pantin qui s'est récemment suicidée.

«Il était proche des simples»

Des Français, venus d'un peu partout, ont patienté devant l'église Saint-Sulpice ou sur le parcours du cortège pour saluer l'ancien Président.

Calé derrière les barrières de sécurité, Florian, un ambulancier de 26 ans a pris le premier train à 4h45 hier depuis Sens, dans l'Yonne, pour être présent aux Invalides où l'hommage officiel a démarré par une cérémonie privée. «Il était proche des simples», souligne Florian. «C'était quelqu'un qui savait se mettre à la hauteur des gens. Les gens retiennent peut-être plus le personnage que sa politique», estime Sabine Andry, une quadragénaire. Après la cérémonie suivie d'hon-

neurs militaires aux Invalides, le cortège, encadré par de nombreux mottards, part sous les applaudissements pour rejoindre l'église Saint-Sulpice. En chemin, le convoi longe brièvement la Seine, avant d'emprunter le boulevard Saint-Germain, où Jacques Chirac a tant de souvenirs politiques et intimes. Des passants et des touristes s'inclinent devant le cortège. Devant Saint-Sulpice, deux écrans géants ont été installés. Un millier de personnes environ sont sur le parvis pour saluer une dernière

fois l'ancien Président. «Bravo Claude!», crient des badauds à l'arrivée de la fille du défunt. Des applaudissements résonnent lorsque le cercueil, porté par les anciens officiers de sécurité de Jacques Chirac, fait son entrée dans l'édifice. Devant le cimetière, ensuite, des dizaines de personnes se succèdent pour signer les deux registres installés sous un dais blanc. «Repose en paix mon maire, mon Président préféré, tu as fait beaucoup de choses, je t'ai beaucoup aimé», assure un signataire.



La foule s'était massée sur le parvis de l'église Saint-Sulpice.

Photo AFP

Sécu: le budget en cinq chiffres

Conséquence de la crise des «gilets jaunes» et d'une conjoncture économique moins bonne qu'espéré, les comptes de la Sécurité sociale ont replongé sans surprise dans le rouge cette année.

2023 Promis pour 2019, le retour à l'équilibre est renvoyé après la fin du quinquennat. Le gouvernement n'entend cependant pas modifier le calendrier de remboursement de la dette sociale - le «trou de la Sécu» - dont l'échéance reste programmée en 2024.

414,8 Les dépenses de la Sécu vont augmenter de 2,3% en 2020 (414,8 milliards). Une progression tirée par les branches vieillesse (+3% à 141,7 milliards) et maladie (+2,4% à 222,3 milliards). Les dépenses du Fonds de solidarité vieillesse vont diminuer (-3,7% à 18,2 milliards).

5,1 Après un plongeon à 5,4 milliards en 2019, le déficit va à peine refluer. Les plus mauvais résultats seront affichés par les branches maladie (-3 milliards) et vieillesse (-2,7 milliards), auxquelles s'ajoutera le FSV (-1,4 milliard). Comme les années précédentes, seules surnageront les branches famille (+700 millions) et accidents du travail (1,4 milliard).

4,2 Ce sont en milliards les économies que l'assurance maladie devra réaliser pour que ses dépenses progressent moins vite (2,3%) que leur tendance naturelle (4,5%) liée au vieillissement de la population et à l'augmentation des maladies chroniques. Pour cela, tous les leviers seront activés: prix des médicaments, tarifs des actes de biologie et de radiologie, «optimisation» des achats dans les hôpitaux, «maîtrise» des prescriptions médicales, «pertinence» des arrêts de travail...

2,1 Au sein de la branche maladie, la hausse des dépenses hospitalières (2,1%) restera inférieure à celle des «soins de ville» (2,4%). Le signe de la priorité donnée à «l'ambulatoire», même si les établissements de santé bénéficieront à nouveau d'une hausse de leurs tarifs en 2020. Ces moyens supplémentaires seront en partie fléchés vers les urgences (200M€), les hôpitaux de proximité (100M€) et la psychiatrie (50 à 100M€).

Cet après-midi



Un temps instable

Le ciel est variable avec une alternance d'éclaircies et de nuages porteurs d'averses, qui pourront encore prendre un caractère orageux vers l'Est.

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
15° 20°	13° 20°	12° 19°	12° 19°

Jeudi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
11° 20°	10° 21°	9° 20°	8° 20°

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
13° 21°	12° 21°	10° 21°	11° 20°

Samedi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
13° 22°	12° 22°	11° 22°	11° 21°

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
13° 20°	13° 20°	11° 20°	11° 19°

Lundi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
11° 20°	10° 20°	9° 20°	9° 19°

HIER

	Mini	16h
Angoulême	14°	21°

Une émouvante cérémonie religieuse, hier, à Saint-Sulpice, a rassemblé de nombreux chefs d'État étrangers et une grande partie du monde politique français

Bruno Dive, rédaction parisienne
bdive@sudouest.fr

Après l'hommage populaire dimanche, les cérémonies officielles hier. Mais le peuple était toujours là, le long du parcours qu'a suivi le cortège funéraire entre les Invalides et Saint-Sulpice, puis entre cette église et le cimetière Montparnasse. Il était là aussi remplissant l'esplanade sur laquelle le jeune Chirac avait, dans une première vie, vendu « L'Humanité Dimanche ». Jacques Chirac est le premier président de la V^e République enterré à Paris (lire ci-contre) et dont la dépouille aura été présente lors de la cérémonie religieuse officielle.

La journée avait commencé par un hommage militaire dans la cour des Invalides, là même où la veille des dizaines de milliers de Français étaient venus s'incliner devant le cercueil de l'ancien président. Emmanuel Macron a passé en revue les troupes, parmi lesquelles le 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique, au sein duquel l'ancien président avait servi pendant la guerre d'Algérie. Il a observé une minute de silence devant le cercueil drapé de tricolore, avant que ne retentissent « La Marseillaise », puis « La Marche funèbre » de Chopin.

Parterre de chefs d'État

Si Jacques Chirac n'a pas eu droit à Notre-Dame, Notre-Dame est venue à lui : pour la première fois depuis l'incendie du 15 avril, le gros bourdon a retenti en son honneur ; on ne l'avait plus entendu depuis les attentats de 2015, mais il n'avait pas été actionné manuellement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Pour la première fois depuis l'incendie de Notre-Dame, le gros bourdon a retenti en l'honneur de Jacques Chirac

C'est à peu près le moment où le cercueil, porté par huit de ses anciens gardes du corps, a pénétré dans l'église Saint-Sulpice. L'y attendait un prestigieux parterre de chefs d'État en exercice (Vladimir Poutine, l'Italien Sergio Mattarella, l'Allemand Frank-Walter Steinmeier, le Congolais Denis Sassou N'Guesso, le Libanais Saad Hariri, grand ami de la famille, le roi Abdallah de Jordanie, l'émir du Qatar, le prince Albert de Monaco...), mais aussi des « anciens » qui avaient connu Chirac dans ses fonctions, à commencer

par Bill Clinton, qui suppléait heureusement la très faible représentation américaine (juste l'ambassadeur), ou encore l'Espagnol José Luis Zapatero - l'ancien chancelier Gerhard Schröder, qui voulait venir, n'a jamais reçu l'invitation...

Bernadette Chirac absente

Se trouvaient aussi pour une fois réunis les trois anciens présidents de la République encore en vie, Valéry Giscard d'Estaing, Nicolas Sarkozy et François Hollande, ainsi qu'une pléiade d'anciens Premiers ministres, de gauche (Jospin, Fabius, Valls...) comme de droite (Juppé, Raffarin et Villepin, qui ont tous trois servi sous Chirac, mais aussi Fillon et même Balladur).

Au premier rang, à droite en regardant l'autel, Emmanuel et Brigitte Macron, Édouard Philippe, les présidents des Assemblées. À gauche, la famille : Claude Chirac, grande ordonnatrice de la cérémonie, son fils Martin, son mari Frédéric Salat-Baroux, mais pas Bernadette Chirac, dont on avait déjà remarqué l'absence la veille et que l'on dit très affaiblie.

Un peu plus loin dans la foule, François et Maryvonne Pinault, très proches et hôtes de Chirac qui est décédé dans leur hôtel particulier, et tous les fidèles de l'ancien président (Gaymard, Muselier, Baroin...), ainsi que d'anciens dirigeants de l'UMP ou de LR (Copé, Wauquiez...), la famille de droite pour une fois rassemblée.

Présidée par l'archevêque de Paris, Monseigneur Aupetit, la messe a été marquée par un moment fort, celui où Daniel Barenboïm a interprété un « Impromptu » de Schubert.

Salade corrézienne à l'Élysée

Dans son homélie, Mgr Aupetit a insisté sur l'attention que Jacques Chirac, « aussi à l'aise dans les salons de l'Élysée qu'au Salon de l'agriculture », portait aux plus faibles et aux plus modestes, rappelant la préoccupation de l'ancien président pour la « fracture sociale » et n'hésitant pas à citer en contrepoint l'Évangile de Saint-Matthieu : « J'avais faim, et vous m'avez donné à manger ; j'avais soif, et vous m'avez donné à boire... ».

C'est au son du « Requiem » de Gabriel Fauré que Jacques Chirac a quitté l'église Saint-Sulpice, applaudi par la foule, pour se diriger vers sa dernière demeure. Tandis qu'Emmanuel Macron recevait à l'Élysée ses prestigieux invités. Au menu bien sûr, une salade corrézienne...



Les trois ex-présidents français - François Hollande, Nicolas Sarkozy et Valéry Giscard d'Estaing - ont participé à l'hommage à Jacques Chirac, hier, en l'église Saint-Sulpice, après la cérémonie aux Invalides. PH. AFP



« Il savait se mettre à la hauteur



La foule, émue, sur le parvis de l'église Saint-Sulpice, à Paris. MAXPPP

Florien s'est levé aux aurores, hier, pour saluer une dernière fois Jacques Chirac, comme des milliers de Français, unis dans le deuil, sous un pâle soleil d'automne. Calé derrière les barrières de sécurité, cet ambu-

lancier a pris le premier train à 4 h 45 depuis Sens, dans l'Yonne, pour être présent aux Invalides. « Il était proche des simples », estime-t-il.

« C'était quelqu'un qui savait se

mettre à la hauteur des gens. Les gens retiennent peut-être plus le personnage que sa politique », renchérit Sabine Andry, une quadragénaire qui voulait assister à ce moment d'Histoire.

« Comme un copain »

Opipite Kallo, un chanteur de reggae ivoirien de 36 ans, est venu de Noisy-le-Sec avec une pancarte « Merci l'ami d'Afrique ». Pour rendre hommage à un grand chef d'État, un homme de paix qui a su dire non à l'Amérique.

Maquis, un Manceau de 70 ans arbore un t-shirt « Urgence climat ». « C'était le premier à dire "Notre maison brûle" et à parler d'écologie, c'était un grand homme. »

« C'était comme un copain, si je puis dire, un épicurien. Il aimait rigoler et manger. Un peu comme moi ! », sourit Pierre Muffat, de Colmar.

r des gens »

Après la cérémonie d'honneurs militaires aux Invalides, le cortège, encadré par de nombreux mottards, est parti sous les applaudissements pour rejoindre l'église Saint-Sulpice. Un millier de personnes environ s'étaient rassemblées sur le parvis pour saluer une dernière fois l'ancien président.

« Bravo Claude ! », crient des badauds à l'arrivée de la fille du défunt. « Patrick ! Patrick ! », lancent des femmes devant l'animateur Patrick Sébastien, ami et imitateur de Jacques Chirac.

Parmi les personnes présentes, Madeleine Toussain, aide-soignante qui s'est occupée entre 1999 et 2003 de Laurence, la fille aînée de Chirac décédée en 2016. « Il venait régulièrement la voir. Il adorait sa fille. Après sa mort, ce n'était plus le même homme. C'était un homme de cœur généreux, c'est pour cela que les gens l'aimaient. »

Entre Gainsbourg et Noiret

Hier, Jacques Chirac a rejoint au cimetière Montparnasse sa fille Laurence, décédée en 2016. La tombe, située sur le rond-point central au cœur du cimetière, est longtemps restée anonyme, sans inscription, comme si la famille avait voulu garder longtemps le secret de l'emplacement où pourrait être enterré l'ancien président. Deux simples dates viennent d'y être gravées à la hâte : « Jacques Chirac 1932-2019 ».

L'ancien président retrouvera, à quelques allées de là, celui qui lui avait succédé à Matignon et qui fut son rival à l'élection présidentielle de 1988 : Raymond Barre. Mais son plus proche voisin le plus célèbre s'appelle désormais... Serge Gainsbourg que six tombes seulement séparent de Chirac. C'est d'ailleurs le monde du spectacle qui entoure l'ancien chef de l'État : Mireille Darc et Philippe Noiret ne sont pas loin de lui, de même que Jean Carmet, qui n'a toujours pas de monument funéraire, bien qu'il soit mort depuis vingt-cinq ans. La rumeur court selon laquelle Gérard Depardieu aurait également réservé sa dernière demeure sur l'auguste rond-point.

« C'est la tombe de Gainsbourg qui était la plus visitée. En tout cas, jusqu'à aujourd'hui », raconte l'historien Bertrand Beyern, spécialisé dans l'his-



L'inhumation a eu lieu dans l'intimité. PH. AFP

toire des cimetières, qui rappelle que Jacques Chirac est le premier président depuis... Paul Deschanel à se faire enterrer à Paris. Et à l'ombre de cette Tour Montparnasse où il installa, en 1977, son QG pour partir à la conquête de l'Hôtel de ville.

B.D.

Pourquoi la Région veut créer un pôle de rang européen en cybersécurité

Pour faire face à une montée des attaques informatiques envers les PME et TPE, la Région veut structurer un écosystème associant universités et entreprises

1 Quelle est aujourd'hui l'ampleur de la menace ?

Les attaques prolifèrent sur le Web et touchent aussi bien des États, villes, hôpitaux, grands groupes, que de petites entreprises. Les affaires retentissantes se multiplient. Ainsi, en juin 2017, le groupe Saint-Gobain a été victime d'un virus qui a bloqué les systèmes de commandes et de facturation informatique pendant plusieurs jours. Ce qui lui a coûté 220 millions d'euros de chiffre d'affaires ! « Mais, pour ne pas affecter la confiance des clients, peu d'entreprises communiquent sur ces cyberattaques, notamment quand il s'agit d'arnaques avec de faux mail », précise Gurvan Quenet, président du Clusir (Clubs de la sécurité de l'information en réseaux) Aquitaine. Cela est d'autant plus problématique qu'« une société touchée par une attaque disparaît souvent trois ans après », alerte-t-il.

2 Que veut faire la Région pour contrer le phénomène ?

Avec l'appui du Clusir, la Région Nouvelle-Aquitaine a organisé le 23 septembre les premières assises régionales de la cybersécurité dans la prestigieuse école publique d'ingénieurs Enseirb-Matmeica à Talence (33). Avec une double ambition : sensibiliser aux risques et structurer un pôle dédié de rang européen, associant entreprises, organismes publics et



« Peu d'entreprises communiquent sur ces cyberattaques, notamment quand il s'agit d'arnaques avec de faux mail », selon Gurvan Quenet, président du Clusir. ILLUSTRATION P. HUGUEN/AFP

universités. « Nous sommes tous concernés et aucun acteur ne peut traiter seul les risques cyber. Chacun doit prendre sa part », a martelé Yves Verhoeven, sous-directeur stratégie de l'Anssi (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), qui a mis en place la plateforme « cybermalveillance.gouv.fr » pour aider les victimes.

Car les menaces sont de plus en plus dangereuses pour la stabilité de notre économie. « Les cyber-criminels ont bien compris que le plus simple pour toucher une grande entreprise est de passer par un sous-traitant », a-t-il prévenu.

3 Que comprend le plan d'actions ?

Alain Rousset, le président de la Région, a annoncé sa volonté de créer un campus régional de la cybersécurité. En parallèle, la collectivité envisage de financer des diagnostics cyber pour les sous-traitants et d'accentuer les efforts en matière de formation d'ingénieurs dans ce domaine. Mais aussi de contribuer à hauteur de 4 millions d'euros au fonds privé Ace management pour aider les start-up et PME à innover sur le sujet. Par ailleurs, un projet avec Pôle emploi prévoit de former 1 000 chômeurs aux techniques de cybersécurité.

Nicolas César

« Une allumette dans la tempête »

Anne Bert, une Saintaise atteinte d'une maladie incurable, avait choisi d'aller mourir en Belgique. Deux ans plus tard, rien n'a changé, déplore son mari



Rémy Guichard a été un soutien indéfectible et discret du combat d'Anne Bert pour le droit à mourir dans la dignité. PHOTO LAURENT JAHIER

Séverine Joubert
s.joubert@sudouest.fr

« J'aime trop la vie pour me laisser mourir. » Le 2 octobre 2017, Anne Bert, une romancière saintaise de 59 ans s'éteignait dans un hôpital de Mons, en Belgique, après que ses « passeurs » lui ont demandé à trois reprises si elle était prête à partir et à recevoir l'injection létale. « Elle a répondu : "Oui, sans regrets", se souvient parfaitement son mari, Rémy Guichard. Dans la seconde, elle est partie. » Sept témoins du personnel médical les entouraient. Anne Bert refusait la déchéance physique que lui promettait la maladie de Charcot, une pathologie incurable qui paralyse petit à petit les muscles. L'écrivaine avait alors choisi de devancer la fatalité et de lui imposer son calendrier.

C'était un lundi, voici deux ans. Son mari, de quatorze ans son aîné, était à ses côtés, tout comme leur fille, Roxane. Mourir hors de France, loin de son chez-elle, la Charente-Maritime, était sa plus grande tristesse. Une autre - celle de faire de la peine à ses proches - est arrivée plus tard. « Je l'ai vue craquer une

seule fois en deux ans et demi, en tout cas en ma présence, confie Rémy Guichard. C'était après un repas bien arrosé, avec des amis. On avait bien mangé. Avec l'alcool, elle s'était désinhibée. »

« Une puissance intérieure »

Le verbe clair, le mot juste, elle avait fortement médiatisé son combat pour le droit à l'euthanasie, allant jusqu'à interpellier les candidats à l'élection présidentielle de 2017. Elle avait plus tard trouvé le soutien naturel du député de La Rochelle, Olivier Falom, impliqué de longue date pour le droit à mourir dans la dignité. Le jour de sa disparition, le parlementaire avait déposé une proposition de loi, « inspirée à 98 % par Anne », admire Rémy Guichard.

« Anne a été littéralement happée par le monde médiatique et elle a réussi cette gageure d'avoir un discours constant tout en ayant cette capacité naturelle, dans l'écriture et la parole, à mener son combat avec des mots qui portent aussi loin. Elle avait une puissance intérieure exceptionnelle. Ça a été une allumette qui s'allume au milieu de la tempête. Ce qui m'ennuie c'est que je ne pensais pas que la tempête se-

rait si forte, reprend Rémy Guichard. C'est même douloureux par moments, dans la mesure où Anne a voulu rester cohérente dans sa démarche, et se battre pour qu'une porte s'ouvre à ceux qui souffrent et qui savent qu'ils font du mal à leurs proches. Si on pouvait éviter des choses comme ça. »

A-t-il reproché à Anne d'avoir écourté leur temps à vivre ensemble ? D'un mouvement de la tête, Rémy Guichard fait signe que non, « à aucun moment ».

« Quatre ans et demi avant la maladie de Charcot, elle avait eu un cancer. Elle m'avait demandé si je serais capable de faire des choses si

jamais on ne trouvait pas le chemin de l'euthanasie... Dès l'instant où elle était persuadée que la maladie de Charcot était en marche, qu'elle connaissait ce que pourrait être sa vie et qu'elle ne voulait pas être assistée, la décision était prise. J'ai dit oui. Ce sont des choix forts, très réfléchis. »

Et autour du fatras médiatique, il y a l'instinct, l'intime, les voyages en Belgique pour s'entretenir avec les médecins. Jusqu'au jour où Anne est invitée, si elle le souhaite toujours, à choisir « le » moment de son départ. Cetteoureuse de la nature comptait en saisons. Elle avait intitulé son ultime livre, « Le Tout

ITALIE : LE SUICIDE ASSISTÉ « LICITE »

Mercredi dernier, la Cour constitutionnelle italienne a décrété que le suicide assisté peut être jugé licite et « pas punissable » quand sont respectés « le consentement éclairé » de la personne, « les soins palliatifs » et « la sédation profonde » après « avis du comité éthique » local. En Italie, une loi interdit le suicide assisté. Il est sanctionné d'une peine de prison allant de cinq à douze ans. La position de la Cour

constitutionnelle va imposer une évolution de la législation italienne. Cette institution avait été amenée à se prononcer après avoir été saisie du cas de Marco Cappato, un responsable du Parti radical, qui avait conduit un DJ italien en Suisse, en 2017, pour un suicide assisté. Le DJ était tétraplégique et aveugle depuis un accident de la route en 2014. Pour ces faits, le député a été condamné, à Milan.

Demier Été » (1) et se préparait à partir avec les feuilles mortes de l'automne.

« Laisser un goût qu'elle aime »

Fin août, « elle m'a demandé : "À quel moment ça te gênerait le moins ?" » se souvient Rémy Guichard. « Il y avait tellement longtemps que j'étais prêt mais ça m'a terrifié. Commenceait le processus. Tant que le temps n'est pas compté, chaque matin est une victoire. J'ai simplement retardé d'une semaine et demie le départ en Belgique. Je ne lui ai jamais dit pourquoi. Anne aimait le bon vin et aimait beaucoup un petit animal que je chasse, la bécassine. Je voulais pouvoir lui laisser un goût qu'elle aime. » Le gibier n'a jamais pu être cuisiné mais Anne a savouré un verre de vin, à la paille, la veille de sa mort.

Fatigué physiquement, Rémy Guichard, 75 ans, demeure un homme « très en colère » devant le peu de courage que manifeste la classe politique sur le sujet de l'euthanasie et du suicide assisté alors qu'une large majorité de Français est favorable à une évolution de la loi (2).

« Il y avait tellement longtemps que j'étais prêt mais ça m'a terrifié. Commenceait le processus »

La position du président Emmanuel Macron et de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn - qu'Anne Bert avait eue longuement au téléphone - ne lui laisse guère d'espoir pour cette mandature.

À titre personnel, Rémy Guichard a pris ses dispositions et prévenu ses deux fils et sa fille qu'il voudrait « prendre le même chemin qu'Anne » si son état de santé ne lui permettait plus « de reconnaître les berges du marais » et pesait sur ses proches. Il souhaite que ses cendres rejoignent celles de son épouse. « Je ne vais pas la laisser toute seule sur la côte sauvage », sourit-il.

Et inutile ici de lui parler des directives anticipées que permet la loi Claeys-Leonetti sur la fin de vie. Anne Bert avait d'ailleurs décortiqué le texte et le qualifiait avec véhémence d'« hypocrite ». Dans son dernier livre, elle le comparait à « des voiles jetées sur la réalité des horreurs de fin de vie ».

Dans le salon familial de la maison de Fontcouverte, à côté de Saintes, la parole d'Anne semble inexorablement revenir en écho. Sa photo est posée sur un meuble baigné de la lumière saintongeaise, celle qu'elle recherchait en fumant une cigarette. Anne Bert avait recommencé à fumer en apprenant qu'elle ne guérirait jamais.

(1) « Le Tout Dernier Été », d'Anne Bert, éd. Fayard, 162 p., 15 €.

(2) Selon un sondage Ifop d'octobre 2014, 96 % des Français interrogés souhaitent que la loi autorise les médecins à mettre fin, sans souffrance, à la vie des personnes qui en font la demande.

Les présidents de Région sont impatients

BORDEAUX Édouard Philippe va s'exprimer, ce matin, au Congrès des Régions de France

C'est le régional de l'étape qui le dit, Édouard Philippe est attendu avec gourmandise à Bordeaux, au 15^e Congrès des Régions de France. Hier après-midi, Alain Rousset, président de Nouvelle-Aquitaine, auto-désigné « Girondin radical », et donc hôte de la manifestation, a exprimé tout haut ce que ses collègues ne pensent pas si bas que ça et qu'Hervé Morin, le président des Régions de France, a lui-même expliqué à « Sud Ouest » (lire notre édition d'hier) : « Il doit y avoir un avant et un après Bordeaux », dans les relations entre Paris et les régions.

Chirac le Corrèzien

De l'avis même des patrons de Région, le Premier ministre ne peut pas venir sans faire d'annonces fortes. À TV7, vendredi soir, Alain Rousset a estimé, avec une familiarité assumée, « qu'Emmanuel Macron et

Édouard Philippe ont compris que ça branlait dans le manche. » Depuis l'élection du président de la République – le premier chef d'État à n'avoir jamais été élu local –, les tensions sont vives entre les collectivités qu'il s'agisse des Villes, des Départements ou des Régions. Celles-ci digèrent mal leur mise à l'écart pour la compétence apprentissage ou la volonté du ministère de l'Agriculture de récupérer les fonds européens.

Dans son hommage à Jacques Chirac en ouverture du Congrès, Alain Rousset a bien sûr évoqué l'homme du discours du Vél' d'Hiv', de la maison qui brûle ou du refus de la guerre en Irak mais sans oublier le Corrèzien proche de son terroir et de son territoire, préférant l'accompagnement à la tutelle. Un message transmis avec gourmandise...

Benoît Lasserre

Thomas Mesnier retoqué par le groupe Santé Pesticides

POLÉMIQUE Le groupe Santé Pesticides épingle « la désinformation » du député Thomas Mesnier à la suite de l'arrêté municipal sur les épandages pris par La Couronne

Hélène Rietsch
h.rietsch@sudouest.fr

Retour à l'envoyeur sans distance d'épandage. Dans un communiqué circonstancié, le groupe Santé pesticides, formé par quatre associations engagées sur la transition écologique (1), déplore la « désinformation » du député médecin LREM Thomas Mesnier sur Facebook le 20 septembre.

Ce dernier, qui n'a pas apprécié l'arrêté municipal pris le 16 septembre par Jean-François Dauré à La Couronne interdisant l'épandage de produits phytosanitaires à moins de 150 mètres des habitations, écoles, collèges et lieux publics, le fait savoir. « Est-ce la peur qui doit gouverner nos vies ? », interroge-t-il en invitant Jean-François Dauré à retirer son arrêté. Arrêté bien loin du projet de décret du gouvernement qui impose des distances de non-épandage des pesticides de 5 à 10 mètres des habitations.

« Monsieur le député Mesnier s'attribue la médaille du bon sens pay-

san [...] pour accuser le maire de La Couronne de semer la peur », écrit le collectif qui trouve l'argumentaire scientifique limité. Le député se réfère à l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses), « état actuel de la science [...] ».

Des expertises Inserm

C'est sur les risques sanitaires encourus par la population que le collectif réagit le plus vivement. Des risques « malheureusement pas abordés par Thomas Mesnier, pourtant médecin, qui les écarte d'un revers de phrase : "Il n'est pas question de discuter ici des effets des pesticides sur la santé", écrit-il. C'est pourtant bien le sujet », enfoncent les associations environnementales. « Nous avons deux médecins dans nos rangs », souligne au passage Vigilance OGM et Pesticides 16. Pour détailler ces risques, le groupe s'appuie notamment sur l'expertise Inserm de 2013 qui « montrait un lien fort entre l'exposition de la population aux pesticides et la maladie de Parkinson » et sur « plusieurs études ve-



Le groupe Santé pesticides réagit avant la fin de la consultation lancée par le ministère qui s'achève aujourd'hui. PHOTO XAVIER LÉOTY

nues confirmer ce lien ». « Chez les enfants, le lien entre exposition aux pesticides pendant la grossesse et troubles du neuro-développement est également établi par l'Inserm », ajoutent les signataires (1).

Enfin, dernier coup de semonce envoyé au député qui défend les chartes en cours de discussions entre élus, riverains et agriculteurs, et devant entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2020. « Il oublie de dire qu'elles sont élaborées par les organisations syndicales ou par les chambres d'agriculture. Un peu comme si on avait

demandé aux industriels de l'amiante le soin de définir les règles de bonne utilisation de leurs produits. » Cette prise de position intervient avant ce 1^{er} octobre, qui marque la fin de la consultation sur le sujet lancée par le ministère de l'Écologie.

(1) Alerte des médecins sur les pesticides 16 (docteurs Louis-Adrien Delarue et Jean-Louis Levesque), Charente nature (Michel Hortolan), UFCV Choixir (Jacques Brie) et Vigilance OGM et Pesticides 16 (Michel Menant).

Un pôle d'ingénierie au Domaine de la Combe

SAINT-YRIEIX Ce nouveau pôle du Département regroupe Charente eaux et l'agence technique (ATD)



Inauguration hier, après une réhabilitation lourde du site. A. LACAUD

Depuis cet été, le Domaine de la Combe abrite le pôle d'ingénierie départementale d'aide aux collectivités (près de 50 salariés) dans 1 200 m² de bâtiment ancien, totalement rénové, fonctionnel et accessible, au carrefour des N10 et 141. Un pôle créé à la faveur du déménagement des deux structures départementales que sont Charente eaux, structure qui « couvre l'intégralité du cycle de l'eau », et l'Agence technique départementale (ATD), qui offre de l'ingénierie technique au service des communes, intercommunalités et divers syndicats. Celle-ci regroupe en plus depuis le 1^{er} janvier 2018 le Sditec (Syndicat départemental informatique).

« C'est un projet politique de proximité à destination de toute la Charente, une vitrine départemen-

tale », a défendu hier François Borneau, lors de son inauguration. C'est aussi « une réhabilitation lourde de locaux des années 80 (ex-siège de l'établissement Robin) », détaille Frédérique Bua, son architecte.

Un projet à 2 M€, dans lequel le Département a puisé 550 000€ sur ses fonds propres pour financer le désamiantage et l'étanchéité des toitures, le reste étant pris en charge par les structures occupantes. Après le CDOS (Comité départemental olympique et sportif), arrivé le premier, le Département espère attirer de nouveaux organismes. Et entend poursuivre l'aménagement du « site idéalement situé », via des démolitions de bâtiments, la réfection des allées et des parkings.

H.R.

Les vendanges battent leur plein

UGNIBLANC Tout le vignoble du cognac récolte le principal cépage des vins blancs aptes à la production du cognac. Les vendanges ont débuté il y a une dizaine de jours et dureront encore un petit mois. Selon les derniers relevés du BNIC, le poids moyen des grappes s'élève à 337 grammes. Le titre alcoométrique volumique potentiel (10,6 %) augmente de 0,8 point en une semaine.

La productivité du vignoble en question

DÉBAT La prochaine rencontre « Cognac 2025 » se déroulera le 14 novembre au Castel, à Châteaubernard, sur le thème de « la pérennité et la productivité du vignoble ». « Cognac 2025 », dont ce sera la troisième édition, est le nouveau nom de la journée technique de la Station viticole du BNIC.

Agnès Jaoui, chanteuse en complète liberté

CULTURE La comédienne et chanteuse sera demain sur la scène de l'Abaca à Cherves-Richemont, avec son spectacle musical « Dans mon salon », de Bach à Claude François

Didier Faucard

d.faucard@sudouest.fr

Est-il encore besoin de présenter Agnès Jaoui ? Comédienne, réalisatrice, scénariste. Elle a multiplié les succès depuis le début des années 90, notamment en compagnie de son complice Jean-Pierre Bacri. Ils lui ont valu de nombreuses récompenses depuis « Cuisine et dépendances » (Molière de l'auteur en 1992) dont, entre autres, le César du meilleur film pour « Le Goût des autres » (2001).

Ce que l'on sait parfois moins, c'est qu'elle nourrit également une passion pour la musique en général et la chanson en particulier. Même si son premier album, « Canta », composé de musiques latines, avait décroché une Victoire de la musique dans la catégorie Musiques du monde en 2007 et qu'elle a récemment mis en scène l'opéra de Puccini, « Tosca ».

Demain soir à l'Abaca, dans le cadre de la saison culturelle d'Hennedy « Les Quais ici ou ailleurs », c'est bien le costume de chanteuse (soprano) qu'elle endossera pour faire vivre « Dans mon salon », un spectacle où elle est accompagnée par l'ensemble Canto Allegre et l'orchestre Carabanchel (1).

Au menu, un répertoire éclectique allant de Bach à Claude François, en passant par des musiques latines (Luz Casal, Chico Buarque), ou encore les icônes Brassens et Barbara.

« Sud Ouest » Comment est né ce projet « Dans mon salon » ?
Agnès Jaoui J'aime la musique. Cela fait une quinzaine d'années que je travaille avec l'ensemble (classique) Canto Allegre. J'avais aussi déjà travaillé avec Fernando Fiszein, composé des musiques et j'avais adoré ça. « Dans mon salon » est quelque chose de très mélangé. Ça peut paraître curieux, mais je me suis rendu compte que ces musiques avaient quelque chose en commun



Agnès Jaoui invite « dans son salon », mercredi soir. PHOTO DOMINIQUE CHEPRENET

On a du mal à voir ce qu'une cantate de Bach et une chanson de Claude François ont en commun...

À chaque fois, c'est justement de la musique. Certes, celle de Bach est plus complexe, mais j'ai plaisir écouter et interpréter les deux.

Quelle est la signification du titre du spectacle, « Dans mon salon » ?

J'ai fait un certain nombre de concerts de musique classique et je n'aime pas trop le côté sérieux, de cérémonie extrêmement codifiée. Ce n'est pas très joyeux. Les gens qui viennent pour la première fois à ce genre de concert ne sont pas à l'aise car ils ne sont pas habitués à ça. Moi je n'aime pas les chapelles, les ghettos. L'idée est de n'avoir que du plaisir, de casser les codes – que l'on peut aussi retrouver sur d'autres types de concerts – de laisser de côté le côté guindé et déplaisant. D'habitude, on répète dans mon salon. Nous avons repris cette idée pour créer une proximité avec le public, enlever la distance par un côté intime et décontracté.

La musique vous accompagne depuis longtemps ?

Je suis dedans depuis toujours. Mais cela a longtemps relevé du privé. Le problème est qu'en France on aime bien mettre les gens dans des cases, ce qui n'est pas le cas des pays anglo-saxons. Quand on dit qu'on est actrice est chanteuse, c'est compliqué pour les gens, parfois pas très bien vu.

Pourtant, il y a de plus en plus d'actrices qui chantent. On pense à Lou Doillon par exemple.

C'est vrai, il y en a toujours eu et il y en aura toujours. Mais ce n'est pas pour ça que c'est facile à faire passer. En Angleterre, j'aurais pu faire de la comédie musicale, c'est plus naturel.

C'est un regret ?

Non car ça ne m'a jamais empêché de faire des concerts, de travailler la musique même si ce n'était pas médiatisé. J'ai chanté des églises, au chapeau, pour des

associations. J'ai toujours fait ce que j'ai voulu en prenant du plaisir.

La musique fait-elle partie de votre quotidien ?

J'en écoute autant que je peux. Quand on écrit avec Jean-Pierre (Bacri, NDLR), il n'y a pas de musique, c'est trop déconcentrant. Mais quand j'écris seule oui, j'aime évoluer dans la musique. Quand elle m'inspire une scène, c'est le moment que je préfère.

Quel style de musique écoutez-vous ?

Majoritairement de la musique classique, mais aussi des musiques latines et ça m'arrive d'écouter de la variété française, du rap.

Vous parlez de Jean-Pierre Bacri, êtes-vous en train d'écrire ?

Oui sur un film et ça pourrait aussi devenir une série.

(1) Le concert est complet.

Pour lui, toutes les femmes sont belles

Alberto Garcia Sanchez est un catalan pure souche, né à Barcelone, qu'il a quittée à 20 ans pour vivre en Belgique au gré de sa passion artistique. Son potentiel linguistique et ses talents de conteur-comédien-metteur en scène ont contribué à la réalisation de ses rêves de voyage et de belles rencontres avec le public. Vendredi soir, il a fait vibrer, parfois plus qu'à son attente, les voûtes de l'ancienne chapelle de l'Iréo, Institut de formation de Richemont.

« Elle et mon genre », tel était le thème du spectacle dédié aux femmes, dans le cadre de la 27^e édition du festival Au fil du conte, organisé par le Service départemental de la lecture (SDL) et la médiathèque de Cherves.

Les femmes qu'il aime et respecte profondément, révélant son rêve de se retrouver lui un homme avec un corps et une réalité de femme. À travers divers contes, sérieux et néanmoins pleins de touches d'humour, il dénonce les violences et atteintes insupportables qui leur sont faites. Il évoque la présence dans leur tête et leur vie des enfants qu'elles n'ont pas eus, ou la dictature de la mode qui impose ses critères de beauté.



Le conteur Alberto Garcia Sanchez dans la chapelle de l'Iréo. PHOTO PIERRE BARRETEAU

Pour lui, toutes les femmes sont belles. De superbes sujets de réflexion, partagés avec un public ravi mais trop restreint.

Le conteur était là pour la troisième fois au sein de ce festival de contes en Charente. Il reviendra peut-être à nouveau, pour aborder, toujours à sa façon, la lutte des classes.

Pierre Barateau

L'apport des penseurs de l'Est

CONFÉRENCE Le centre d'études européen Jean-Monnet accueille, samedi, deux chercheurs aux Chais Monnet

Le centre d'études européen Jean-Monnet, qui perpétue l'esprit de l'œuvre du diplomate cognacais, développe un partenariat avec l'hôtel Chais Monnet. Il devrait à terme disposer d'un « espace pour l'Europe et pour la paix » dans l'ancien hôtel particulier à l'entrée du site. Pour la deuxième fois, samedi, il met à profit cette hospitalité en investissant la salle de conférence.

Après Saint-Martin de Tours, le 9 mars, l'association se penche sur « les penseurs en Europe centrale et orientale après 1945 ». Elle a convié deux « gros calibres », Joanna Nowicky et Antoine Arjakovsky. « La conférence est basée sur le travail qu'ils ont mené avec Chantal Del-sol, dans un ouvrage à paraître chez Norbert Laffont », précisent Jacques Szersnovicz et Gilles Guerre, vice-présidents du centre d'études européen.

« Accrochés à l'Europe »

Les universitaires ont analysé les courants de pensée qui ont émer-



Jacques Szersnovicz et Gilles Guerre espèrent attirer un large public à l'hôtel Chais Monnet samedi prochain. PHOTO P.H.M.

gé à l'Est après la deuxième guerre mondiale dans deux contextes successifs très différents. Un univers fermé, d'abord, sous la coupe de l'Union soviétique. Et une ouverture brutale au monde avec l'écroulement de l'empire communiste.

Les pays de l'Est s'appuient sur une riche tradition universitaire, observe Jacques Szersnovicz. « La plus vieille université de Pologne, Lublin, a notamment vu passer le futur Jean-Paul II. » Ces milieux ont développé une pensée originale,

qui a nourri la vision de l'Europe actuelle.

« On va voir la nature de cette contribution », poursuit Gilles Guerre. Il retient une idée phare. « Ces pays sont résolument accrochés à l'Europe, notamment pour des raisons géopolitiques. Il n'y aura pas d'équivalent au Brexit en Lituanie, par exemple ! »

Philippe Ménard

Conférence samedi 5 octobre, à 18 h 30, à l'hôtel Chais Monnet. Entrée gratuite.



Une joyeuse équipe de petits vendangeurs ! PHOTO COLETTE-CHRISTIANE

Leur premier jus de raisin

Par un ciel couvert, une délégation de bambins de Nounou Éveil, encadré de leurs nounous attendait impatiemment les « plus grands », les enfants de la maternelle de Louzac-Saint-André, accompagnés par la directrice Sophie Neyssenssas. C'est donc d'un pas allègre que notre groupe de vendangeurs en herbes, enveloppés dans des vêtements imperméables, les pieds bien protégés par des petites bottes, un seau à la main, s'élançaient vers les vignes pour y cueillir le raisin.

Comme il le fait depuis plusieurs années, Christophe Geofroy, viticulteur sur la commune, met gentiment un rang de vigne

à disposition des enfants pour leur permettre une première initiation à la vendange mais aussi à la fabrication manuelle du jus de fruit. Lorsque les seaux étaient pleins, notre joyeuse équipe s'est dirigée vers l'école maternelle où Sophie Neyssenssas aura préparé tabliers, table, passoirs et autres accessoires pour permettre à nos chères têtes blondes de procéder au pressage du raisin manuellement.

Précisons que le précieux liquide qui récolté, après dégustation par les intéressés, sera stocké en bouteille afin d'en faire cadeau aux parents. C'était une véritable journée de « futurs viticulteurs ».

Colette-Christiane Guné

Un centre-ville attractif

À la suite de la séance ordinaire du conseil municipal, fin septembre, diverses délibérations à l'ordre du jour ont été validées à l'unanimité.

Pour les enfants résidant dans les communes avoisinantes, une participation financière aux communes de résidence des élèves, dans la limite du coût réel d'un enfant scolarisé, a été requise : année 2018/2019, école primaire 804,87 € et école maternelle, 1 924,95 €.

Une subvention de 770 € au collège Maurice-Genevoix a été votée pour un projet musical.

Un avis favorable a été donné à la révision des attributions de compensation pour une procédure d'urbanisme, ainsi que sur le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées : lutte des fléaux atmosphériques, création et gestion d'une fourrière pour les animaux, transfert voirie en fonctionnement et en investissement, intérêt communautaire des équipements sportifs complexe, politique sportive.

Une demande de financement auprès de l'État et du Département pour un logement d'urgence, avec une subvention de l'État de 2038,04 € et une subvention du Département de 1 334,00 €, pour un coût de travaux de 8 152 €, a aussi été validée.

Les délibérations pour l'acquisition d'un chemin « Le Gré », d'un terrain pour l'accès du lotissement « Les Hauts de Bichat » au Bain des Dames et la signature d'une convention avec Enedis pour servitude



Les travaux du chantier d'aménagement autour de la salle des fêtes s'achèveront à la fin de l'année 2019. PHOTO ALAIN MICHAUD

au lieu « Les Jobits » ont été votées.

Au cours de cette séance de rentrée, le maire, Jean-Louis Lévesque a pris la parole pour préciser les échéances de la fin des travaux autour de la salle des fêtes. Ils devraient se terminer à la fin décembre 2019 ou au tout début janvier 2020. Le calendrier est pratiquement respecté.

Opération « Cœur de ville »

Pour le site du Bain des Dames, cela sera à la fin de l'année 2019.

Le parcours de la « flow vélo » est en cours d'exécution sur le trajet vers le « Bain des Dames » ; il commence vers « l'île de la fuie ».

La réhabilitation du bâti Descoffres, en locaux commerciaux, a débuté ce jeudi 26 septembre, après un décalage dû aux travaux de retrait de l'amiante. L' élu a tenu à in-

former son conseil de la matinée de travail du lundi 23 septembre 2019, consacrée à l'opération « Cœur de ville ».

Pour rappel, la ville de Cognac est retenue dans ce dispositif. Cela permet d'envisager une possible extension du périmètre pour aider à la réoccupation des logements vacants, à la réalisation de logements sociaux.

Cela permettrait ainsi, par ricochet, la dynamisation de l'économie locale. Il a insisté sur l'emploi de deux mots qu'il a fait à l'adresse des représentants de l'État : vitalité et attractivité.

Avec un accroissement de la population de 200 habitants en quatre ans, des commerces qui se réinstallent en centre-ville, il pense avoir été entendu.

Alain Michaud

« C'est l'album photos de cinq ans de vie »

CHÂTEAUBERNARD Amel Bent fait son retour sur scène avec son nouvel album « Demain ». Elle sera samedi au Castel

Amel Bent est attendue au Castel samedi à 20 h 30. Et la salle de spectacles affiche déjà complet. En attendant ce rendez-vous avec le public charentais, la chanteuse évoque son sixième album « Demain », d'une voix foncée et avec ses fêlures.

« **Sud Ouest** » Vous vous produirez samedi au Castel, une salle qui programme uniquement des artistes féminines cette saison. Qu'en pensez-vous ?

Amel Bent Ce sont les hommes qui perdurent et que le public suit. Chez les artistes féminines des années 80, par exemple, je ne vois que Mylène Farmer. Le métier est un peu plus ingrat sur la longueur pour les femmes. C'est cool qu'on leur donne un coup de pouce et qu'on les mette en avant.

Pouvez-vous nous parler de la genèse de la dernière chanson de votre album intitulée « À mes filles », dans laquelle vous évoquez le big bang de la naissance ?

Les personnes avec qui j'ai travaillé m'ont proposé de faire une chanson sur ma maternité récente. Je n'avais pas envie de le faire de manière consensuelle avec une mélodie très émouvante. La maternité c'est une renaissance, c'est une naissance, c'est beaucoup plus violent que la chanson sensible que j'allais pondre. Du coup, j'ai dit non. Et un soir, j'ai regardé mes filles dormir. C'était un jour sans. Ça m'a pris à la gorge. Waouh ! Ça ne dure pas longtemps la mélancolie quand on a des enfants. Sans même s'en rendre compte, ils deviennent un moteur, une force, une espèce de machine à relativiser. Et moi, j'ai vraiment pris conscience de cette force quand j'ai repris le chemin des studios.

« **Demain** » est une invitation à entrer dans le brouillard émotionnel ?

L'album s'est fait de manière très peu conventionnelle. J'ai passé du temps avec des auteurs que j'adore, il y a cinq ans de cela. Les titres « Charles », « Ton Jugement », « J'aimerais », « Une Star » étaient écrits. Ce disque c'est l'album photo de cinq ans de vie, avec des hauts, des bas, des bonheurs et beaucoup de mélancolie aussi. J'ai l'impression que cet album ne ressemble pas à ce qui se fait en ce moment, par rapport aux artistes de ma génération. Il n'est pas commercial, il y a beaucoup de mélancolie, il est un petit peu moins à la mode. Je suis sur scène je ne triche pas, je me raconte avec beaucoup d'honnêteté au point parfois d'en avoir les larmes. Cet album me ressemble à 2 000 %.

« **Attendez-moi** » est un titre poignant où vous parlez de vos failles. Comment est-il né ?

Je l'ai écrite dix jours avant d'envoyer l'album en fabrication. Jonah et Dany, avec qui j'avais déjà fait trois chansons, m'envoient la musique. Elle me bouleverse. J'écris et je contacte Lacrim qui est à Dubaï. Il a posé sa voix via WhatsApp, on a rendu les bandes le jour du mix. C'est avec cette chanson que j'ouvre le concert. J'avais envie de me livrer avec un peu moins de pudeur. Ça m'a fait du bien.

Dans « **J'aimerais** » et « **Ton Jugement** » vous condamnez le regard discriminatoire ?

C'est un thème récurrent chez moi. Je trouve qu'il y a une chose dont on ne parle pas trop souvent : la discrimination sentimentale. Il y a des gens qui s'aiment et qui n'ont pas le droit de s'aimer, qui se mettent ensemble au détriment de leur santé. Ces gens peuvent être reniés par leur famille, toute leur communauté. C'est une des conséquences les plus graves du racisme, de cette xénophobie.



Amel Bent sera sur la scène du Castel, samedi soir.

PHOTO JOËLSAGET / AFP

Je pense aux enfants victimes. Moi, je suis issue d'une famille recomposée mixte et j'ai souffert du regard critique posé sur nous. Ça m'a franchement traumatisée petite. J'avais besoin de le chanter.

« **Une star** » est une chanson poétique dans laquelle vous évoquez cette « **créature illusoire** »...

Martin Rappeneau était venu à la maison il y a 4 ans et demi. Il m'a dit de quoi as-tu envie de parler ? Je suis une grande fan de Dalida, j'aime ces divas un peu « drama-queen » qui ont fait danser et pleurer les foules. On peut rire, danser sur scène, mais il faut aussi accepter de faire tomber le mas-

que. Quand on est connu, on peut tomber du ciel sur le trottoir : plus on est monté haut, plus la chute est fracassante. C'est une performance vocale. J'avais peur d'y aller. Cette chanson, elle sort des tripes.

Ce sixième album sera dur à quitter ?

Ces chansons me poursuivront sur scène. Sur la tournée actuelle, je chante 45 minutes des cinq premiers albums et 45 minutes du dernier. C'est ma cinquième tournée et c'est la première fois que j'avais envie de tout chanter de ce disque !

Sandra Balian